

MESSAGE N° 2

15 janvier 2002

du Conseil d'Etat au Grand Conseil accompagnant le projet de décret relatif aux crédits supplémentaires du budget de l'Etat de Fribourg pour l'année 2001

Conformément aux dispositions de l'article 35 de la loi sur les finances de l'Etat, nous vous soumettons le rapport concernant les crédits de paiement supplémentaires acceptés par le Conseil d'Etat, dans le cadre de l'exécution du budget cantonal de l'année 2001.

La rigueur dans l'exécution du budget est un principe très largement respecté par les services et établissements. Cette règle souffre cependant quelques exceptions lorsque, en particulier, des circonstances nouvelles, particulières et imprévisibles viennent remettre en cause les prévisions. De telles situations peuvent entraîner des dépassements qui obligent alors les services et établissements à requérir un supplément de crédit.

Les demandes en la matière ont toutes fait l'objet d'une justification par les secteurs et Directions concernés. Les requêtes ont été examinées par la Direction des finances avant d'être soumises au Conseil d'Etat. Le dossier complet des arrêtés du Conseil d'Etat relatifs aux augmentations de crédits budgétaires a été transmis à la Commission des finances et de gestion.

Le nombre très restreint d'arrêtés pris durant les trois premiers trimestres de l'exercice a conduit le Conseil d'Etat à décider de ne présenter qu'un seul décret relatif aux crédits supplémentaires pour l'année 2001.

Au total, pour l'exercice 2001, 27 crédits de paiement supplémentaires ont été ouverts. Ils concernent les services et rubriques comptables suivants:

Rubriques comptables	Pouvoirs – Directions	Crédits budgétaires initiaux Fr.	Crédits budgétaires supplémentaires Fr.
POUVOIR LÉGISLATIF			380 000
1120 Constituant			
300.200 Commissions		180 000	90 000
300.203 Indemnités de séances		125 000	100 000
301.118 Traitements du personnel auxiliaire		250 000	90 000
319.000 Dépenses administratives diverses		10 000	80 000
365.003 Subventions cantonales aux groupes parlementaires		106 000	20 000
POUVOIR JUDICIAIRE			1 190 000
2100 Tribunal cantonal			
318.023 Débours pénaux et civils		160 000	100 000
319.005 Indemnités en matière pénale		–	250 000
2105 Tribunaux d'arrondissement			
318.023 Débours pénaux et civils		2 310 000	440 000
2110 Instruction pénale			
318.023 Débours pénaux et civils		750 000	350 000
2125 Offices des poursuites			
318.049 Travaux informatiques effectués par des tiers		–	50 000
INSTRUCTION PUBLIQUE ET AFFAIRES CULTURELLES			23 000
3270 Archives			
311.405 Achats de matériel et de logiciels informatiques		17 520	23 000
JUSTICE, POLICE ET AFFAIRES MILITAIRES			680 000
3345.2 Gendarmerie			
313.006 Carburants		270 000	95 000
315.500 Entretien des véhicules		311 000	20 000
3345.3 Police de sûreté			
313.006 Carburants		60 000	15 000
315.500 Entretien des véhicules		48 000	4 000
3365 Etablissements pénitentiaires de Bellechasse			
309.004 Frais de recrutement		8 000	15 000

311.301 Achats de matériel et d'appareils	130 000	37 000
312.000 Chauffage	100 000	5 000
313.006 Carburants	60 000	25 000
314.100 Entretien et rénovation des immeubles	1 110 000	440 000
315.301 Entretien du matériel et des appareils	48 000	12 000
318.001 Frais de télécommunications	20 000	12 000
INTÉRIEUR ET AGRICULTURE		1 191 000
3425 Agriculture		
365.008 Subventions cantonales pour l'élevage porcin	85 800	18 000
365.009 Subventions cantonales pour l'élevage ovin et caprin	107 800	43 000
3440 Institut agricole de Grangeneuve		
300.200 Commissions	7 000	8 000
309.004 Frais de recrutement	12 000	30 000
315.316 Entretien de la literie et de la lingerie	6 500	30 000
330.001 Pertes sur créances	–	11 200
3445 Forêts		
362.029 Subventions cantonales pour les mesures sylvicoles et de protection dans les forêts communales	1 370 000	700 000
365.033 Subventions cantonales pour les mesures sylvicoles et de protection dans les forêts de tiers	630 000	300 000
3461 Vignes du Vully		
314.100 Entretien et rénovation des immeubles	4 000	50 800
ÉCONOMIE, TRANSPORTS ET ÉNERGIE		180 000
3535 Logement		
300.200 Commissions	130 000	80 000
3540 Formation professionnelle		
309.000 Cours de formation	70 000	80 000
318.038 Visites aux apprentis	90 000	20 000
SANTÉ PUBLIQUE ET AFFAIRES SOCIALES		3 737 400
3600 Direction-Secrétariat		
351.003 Contributions pour les élèves suivant les cours hors du canton	160 000	55 000
3605 Santé publique		
318.082 Exploitation du numéro d'appel d'urgence sanitaire	1 156 900	250 000
351.003 Contributions pour les élèves suivant les cours hors du canton	1 998 660	342 000
362.005 Subventions cantonales pour l'exploitation des hôpitaux de district	17 464 000	1 624 000
363.001 Subventions cantonales pour l'assurance scolaire contre les accidents	320 000	112 000
366.001 Subventions cantonales pour l'assurance-maladie	102 000 000	348 900
3610 Ecole du personnel soignant		
317.100 Déplacements	140 000	50 000
3645 Affaires sociales		
364.028 Subventions cantonales pour les homes pour personnes handicapées adultes	6 300 000	608 400
364.029 Subventions cantonales pour les ateliers protégés	6 600 000	197 100
3650 Aide sociale		
362.006 Subventions cantonales aux communes pour l'aide sociale des Fribourgeois domiciliés dans le canton	3 050 000	150 000
FINANCES		170 000
3730 Office du personnel		
309.004 Frais de recrutement	150 000	170 000
TRAVAUX PUBLICS		27 800
3805 Constructions et aménagement du territoire		
310.102 Publications et publicité	80 000	15 000

3845	Protection de l'environnement		
300.200	Commissions	4 000	12 800
TOTAL			7 579 200

Les 27 arrêtés de crédits supplémentaires de l'exercice 2001 se répartissent de la manière suivante entre les Pouvoirs et Directions:

	Nombre d'arrêtés	Montant Fr.
Pouvoir législatif	1	380 000
Pouvoir judiciaire	4	1 190 000
Instruction publique et affaires culturelles	1	23 000
Justice, police et affaires militaires	3	680 000
Intérieur et agriculture	4	1 191 000
Economie, transports et énergie	2	180 000
Santé publique et affaires sociales	9	3 737 400
Finances	1	170 000
Travaux publics	2	27 800
27		7 579 200

Il y a lieu d'évoquer également un cas qui a fait l'objet d'un traitement particulier. Cette considération spéciale se justifiait au demeurant dans la mesure où il s'agissait de régler une situation de dépassement d'une enveloppe budgétaire, en l'occurrence celle de l'Hôpital cantonal. Il faut savoir qu'en l'espèce la péjoration des résultats, de quelque 5,2 millions de francs, était non seulement imputable à une augmentation imprévue des charges (qui seule est concernée par la procédure de crédit supplémentaire), mais qu'elle était également due à une réduction des revenus (exempte elle d'un tel processus). Par ailleurs, il convenait aussi de tenir compte qu'une part (proche d'un quart) de ce surplus de déficit est à refacturer aux communes du district de la Sarine. Ce n'est donc en définitive que le montant net global de 1,350 million de francs qui a fait l'objet d'un arrêté spécifique.

S'agissant des 27 arrêtés «classiques», on mentionnera encore deux points:

- le premier, pour souligner une moindre concentration qu'à l'accoutumée des dépassements de crédits. Si, durant l'exercice 2000, 3 arrêtés avaient accaparé 85 % des crédits supplémentaires, seules 2 requêtes dépassent en 2001 le seuil du million de francs (l'une pour remédier aux conséquences de l'ouragan Lothar, l'autre pour couvrir le déficit d'exploitation des hôpitaux de district) et elles n'absorbent «que» 35 % de la totalité des dépassements de crédits ;
- le second, pour relever le net recul de l'importance des crédits supplémentaires. En 2001, leur volume est réduit de moitié par rapport à celui de l'exercice 1999 et des deux tiers par rapport à celui de 2000, ainsi que l'atteste le tableau ci-après:

Année	Nombre d'arrêtés	Montant total des crédits supplémentaires en millions de francs	Montant total des crédits supplémentaires en % du total des dépenses effectives budgétisées
1990	58	19,583	1,58
1991	57	28,708	2,06
1992	63	14,946	0,94
1993	47	14,063	0,79
1994	32	4,185	0,23
1995	38	12,143	0,66
1996	43	20,647	1,09
1997	36	7,340	0,38
1998	33	5,403	0,27
1999	27	15,266	0,75
2000	29	21,265	1,00
2001	27	7,579	0,35

S'agissant de la couverture des crédits supplémentaires sollicités, et tout en relevant les difficultés toujours plus grandes d'en trouver du fait du resserrement des prévisions budgétaires, on notera qu'il a été possible de trouver les compensations en question sous forme de réductions de charges, comme le prévoient les dispositions légales. Une seule entorse à cette règle a été admise: elle était au demeurant justifiée dans la mesure où la remise en état de parcelles de vignes dans le Vully a été financée par le fonds de vignes, précisément appelé à soutenir de tels travaux.

En conclusion, et en vertu des considérations émises ci-devant, nous vous invitons à ratifier l'ensemble des crédits supplémentaires ouverts par le Conseil d'Etat, à charge des comptes 2001.

BOTSCHAFT Nr. 2 15. Januar 2002 **des Staatsrates an den Grossen Rat zum Dekretsentwurf über die Nachtragskredite zum Voranschlag des Staates Freiburg für das Jahr 2001**

Gemäss Artikel 35 des Gesetzes über den Finanzhaushalt des Staates unterbreiten wir Ihnen den Bericht über die zusätzlichen Zahlungskredite, die der Staatsrat im Rahmen der Ausführung des kantonalen Voranschlags des Jahres 2001 genehmigt hat.

Der Grundsatz der unbedingten Einhaltung des Voranschlags wird von den Dienststellen und Anstalten weitestgehend respektiert. Trotzdem kommt es vor, dass besondere und unvorhersehbare Umstände zu Budgetüberschreitungen führen, die die Dienststellen und Anstalten dazu zwingen, einen Nachtragskredit zu beantragen.

Die verschiedenen Nachtragskreditbegehren wurden von den betreffenden Dienststellen und Direktionen begründet und der Finanzdirektion zur Prüfung unterbreitet, die sie anschliessend dem Staatsrat vorlegte. Sämtliche Staatsratsbeschlüsse über die Erhöhung von Voranschlagskrediten wurden der Finanz- und Geschäftsprüfungskommission zugestellt.

Da in den ersten drei Quartalen des Rechnungsjahres nur ganz wenige Beschlüsse zugestellt wurden, sah sich der Staatsrat veranlasst, nur ein einziges Dekret über die Nachtragskredite für das Jahr 2001 vorzulegen.

Für das Rechnungsjahr 2001 wurden insgesamt 27 zusätzliche Zahlungskredite eröffnet, die die folgenden Dienststellen und Budgetpositionen betreffen:

Budgetpositionen	Behörden – Direktionen	Voranschlagskredite Fr.	Nachtragskredite Fr.
GESETZGEBENDE BEHÖRDE			380 000
1120	Verfassungsrat		
300.200	Kommissionen	180 000	90 000
300.203	Sitzungsgelder	125 000	100 000
301.118	Gehälter des Hilfspersonals	250 000	90 000
319.000	Verschiedene Verwaltungsausgaben	10 000	80 000
365.003	Kantonale Fraktionsbeiträge	106 000	20 000
RICHTERLICHE BEHÖRDE			1 190 000
2100	Kantonsgericht		
318.023	Auslagen in Zivil- und Strafsachen	160 000	100 000
319.005	Entschädigungen in Strafsachen	–	250 000
2105	Bezirksgerichte		
318.023	Auslagen in Zivil- und Strafsachen	2 310 000	440 000

2110	Strafuntersuchung			
318.023	Auslagen in Zivil- und Strafsachen	750 000	350 000	
2125	Betreibungsämter			
318.049	Von Dritten ausgeführte Informatikarbeiten	–	50 000	
ERZIEHUNG UND KULTURELLE ANGELEGENHEITEN				23 000
3270	Staatsarchiv			
311.405	Anschaffung von Hardware und Software	17 520	23 000	
JUSTIZ, POLIZEI UND MILITÄR				680 000
3345.2	Gendarmerie			
313.006	Treibstoffe	270 000	95 000	
315.500	Fahrzeugunterhalt	311 000	20 000	
3345.3	Sicherheitspolizei			
313.006	Treibstoffe	60 000	15 000	
315.500	Fahrzeugunterhalt	48 000	4 000	
3365	Strafanstalten von Bellechasse			
309.004	Personalwerbungskosten	8 000	15 000	
311.301	Anschaffung von Materialien und Apparaten	130 000	37 000	
312.000	Heizung	100 000	5 000	
313.006	Treibstoffe	60 000	25 000	
314.100	Gebäudeunterhalt und -renovierung	1 110 000	440 000	
315.301	Unterhalt von Materialien und Geräten	48 000	12 000	
318.001	Kosten für Telekommunikation	20 000	12 000	
INNERES UND LANDWIRTSCHAFT				1 191 000
3425	Landwirtschaft			
365.008	Kantonsbeiträge für die Schweinezucht	85 800	18 000	
365.009	Kantonsbeiträge für die Schaf- und Ziegenzucht	107 800	43 000	
3440	Landwirtschaftliches Institut Grangeneuve			
300.200	Kommissionen	7 000	8 000	
309.004	Personalwerbungskosten	12 000	30 000	
315.316	Unterhalt von Wäsche und Bettzeug	6 500	30 000	
330.001	Debitorenverluste	–	11 200	
3445	Forsten			
362.029	Kantonsbeiträge für waldbauliche Schutzmassnahmen in den Gemeindewäldern	1 370 000	700 000	
365.033	Kantonsbeiträge für waldbauliche Schutzmassnahmen in Wäldern Dritter	630 000	300 000	
3461	Weinberge Wistenlach			
314.100	Gebäudeunterhalt und -renovierung	4 000	50 800	
VOLKSWIRTSCHAFT, VERKEHR UND ENERGIE				180 000
3535	Wohnungswesen			
300.200	Kommissionen	130 000	80 000	
3540	Berufsbildung			
309.000	Ausbildungskosten	70 000	80 000	
318.038	Lehrlingsbesuche	90 000	20 000	
GESUNDHEIT UND SOZIALFÜRSORGE				3 737 400
3600	Direktion-Sekretariat			
351.003	Beiträge für Schüler, die den Unterricht ausserhalb des Kantons besuchen	160 000	55 000	
3605	Gesundheitswesen			
318.082	Betrieb Sanitätsnotruf	1 156 900	250 000	
351.003	Beiträge für Schüler, die den Unterricht ausserhalb des Kantons besuchen	1 998 660	342 000	
362.005	Kantonsbeiträge für den Betrieb der Bezirksspitäler	17 464 000	1 624 000	
363.001	Kantonsbeiträge für die Schülerunfallversicherung	320 000	112 000	
366.001	Kantonsbeiträge für die Krankenversicherung	102 000 000	348 900	
3610	Schule für Krankenpflege			
317.100	Reisespesen	140 000	50 000	

3645	Sozialfürsorge			
364.028	Kantonsbeiträge an Heime für erwachsene Behinderte	6 300 000	608 400	
364.029	Kantonsbeiträge für die geschützten Werkstätten	6 600 000	197 100	
3650	Sozialhilfe			
362.006	Kantonale Sozialhilfebeiträge an die Gemeinden für im Kanton wohnhafte Freiburger	3 050 000	150 000	
FINANZEN				170 000
3730	Personalamt			
309.004	Personalwerbungskosten	150 000	170 000	
ÖFFENTLICHE BAUTEN				27 800
3805	Bau und Raumplanung			
310.102	Publikationen und Werbung	80 000	15 000	
3845	Umweltschutz			
300.200	Kommissionen	4 000	12 800	
TOTAL				7 579 200

Die 27 Nachtragskreditbeschlüsse des Rechnungsjahrs 2001 verteilen sich wie folgt auf die verschiedenen Behörden und Direktionen:

	Anzahl Beschlüsse	Betrag
Gesetzgebende Behörde	1	380 000
Richterliche Behörde	4	1 190 000
Erziehung und kulturelle Angelegenheiten	1	23 000
Justiz, Polizei und Militär	3	680 000
Inneres und Landwirtschaft	4	1 191 000
Volkswirtschaft, Verkehr und Energie	2	180 000
Gesundheit und Sozialfürsorge	9	3 737 400
Finanzen	1	170 000
Öffentliche Bauten	2	27 800
	27	7 579 200

In einem Fall wurde ein besonderes Vorgehen gewählt. Dies rechtfertigte sich übrigens insofern, als es darum ging, die Überschreitung eines Globalkredits – in diesem Fall des Kantonsspitals – zu regeln. Man muss wissen, dass hier die Verschlechterung der Rechnungsergebnisse um rund 5,2 Millionen Franken nicht nur auf eine unvorhergesehene Aufwandsteigerung zurückzuführen war (die ein Nachtragskreditverfahren ermöglicht), sondern auch auf einen Ertragsrückgang (wofür keine Nachtragskredite gesprochen werden). Dabei war aber auch zu berücksichtigen, dass ein Teil (nahezu ein Viertel) dieses Defizits den Gemeinden des Saanebezirks zurückverrechnet wird. Der spezifische Kreditüberschreitungsbeschluss bezog sich also schliesslich nur auf den Netto-Gesamtbetrag von 1,350 Millionen Franken. Zu den 27 «klassischen» Beschlüssen ist noch Folgendes zu sagen:

- Erstens einmal ist eine weniger starke Konzentration der Kreditüberschreitungen als üblich festzustellen. Noch im Rechnungsjahr 2000 beanspruchten 3 Beschlüsse 85 % der Nachtragskredite, während 2001 nur 2 Kreditbegehren die Millionengrenze überschreiten (das eine für die Lothar-Sturmschäden, das andere zur Deckung des Betriebsdefizits der Bezirksspitäler) und dabei «nur» 35 % der gesamten Kreditüberschreitungen ausmachen.
- Zweitens ist ein deutlicher betragsmässiger Rückgang bei den Nachtragskrediten festzustellen. Im Jahr 2001 macht der Gesamtbetrag die Hälfte des Betrags des Rechnungsjahrs 1999 und ein Drittel gegenüber dem Rechnungsjahr 2000 aus:

Jahr	Anzahl Beschlüsse	Gesamtbetrag der Nachtragskredite in Mio.	Gesamtbetrag der Nachtragskredite in % der gesamten budgetierten effektiven Ausgaben
1990	58	19,583	1,58
1991	57	28,708	2,06
1992	63	14,946	0,94
1993	47	14,063	0,79
1994	32	4,185	0,23
1995	38	12,143	0,66
1996	43	20,647	1,09
1997	36	7,340	0,38
1998	33	5,403	0,27
1999	27	15,266	0,75
2000	29	21,265	1,00
2001	27	7,579	0,35

Obwohl es mit den Budgetrestriktionen immer schwieriger wird, eine Deckung für die Nachtragskredite zu finden, waren Kompensationen in Form von Aufwandminderungen möglich, wie in den Gesetzesbestimmungen vorgesehen. Eine einzige Abweichung von dieser Regel wurde eingeräumt, die im Übrigen insofern gerechtfertigt war, als die Wiederinstandstellung einer Rebfläche im Wistenlach durch den Rebfonds finanziert wurde, der zur Unterstützung solcher Arbeiten auch vorgesehen ist. Demnach beantragen wir Ihnen im Sinne dieser Erwägungen, alle Nachtragskredite zu genehmigen, die der Staatsrat zu Lasten der Staatsrechnung 2001 eröffnet hat.

Projet du 15.01.2002

Entwurf vom 15.01.2002

Décret

du

relatif aux crédits supplémentaires du budget de l'Etat de Fribourg pour l'année 2001

Le Grand Conseil du canton de Fribourg

Vu l'article 35 de la loi du 25 novembre 1994 sur les finances de l'Etat ;

Vu le budget de l'Etat de Fribourg pour l'année 2001 ;

Vu le message du Conseil d'Etat du 15 janvier 2002 ;

Sur la proposition de cette autorité,

Décète :

Art. 1

Les crédits supplémentaires relatifs au budget de l'Etat de Fribourg pour l'année 2001, ouverts en faveur des Directions auprès de la Trésorerie d'Etat et portant sur un montant total de 7 579 200 francs, sont approuvés.

Art. 2

¹ Le présent décret n'a pas de portée générale et n'est soumis ni au referendum législatif ni au referendum financier.

² Il entre immédiatement en vigueur.

Dekret

vom

über die Nachtragskredite zum Voranschlag des Staates Freiburg für das Jahr 2001

Der Grosse Rat des Kantons Freiburg

gestützt auf Artikel 35 des Gesetzes vom 25. November 1994 über den Finanzhaushalt des Staates;

gestützt auf den Voranschlag des Staates Freiburg für das Jahr 2001;

nach Einsicht in die Botschaft des Staatsrates vom 15. Januar 2002;

auf Antrag dieser Behörde,

beschliesst:

Art. 1

Die Nachtragskredite zum Voranschlag des Staates Freiburg für das Jahr 2001, die beim Staatsschatzamt zu Gunsten der Direktionen in einem Gesamtbetrag von 7 579 200 Franken eröffnet worden sind, werden genehmigt.

Art. 2

¹ Dieses Dekret ist nicht allgemein verbindlich und untersteht weder dem Gesetzes- noch dem Finanzreferendum.

² Es tritt sofort in Kraft.